



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Mort de Quentin Deranque

Question au Gouvernement n° 1310

Texte de la question

MORT DE QUENTIN DERANQUE

Mme la présidente . La parole est à M. Laurent Wauquiez.

M. Laurent Wauquiez . Toutes nos pensées vont d'abord à la famille de Quentin, qui a perdu son enfant, dans notre région, dans notre ville. Un fils qui est mort parce qu'il défendait ses idées, victime de la haine et de la barbarie, ce n'est pas un fait divers, c'est le résultat de la banalisation de la violence politique. Il appartiendra à la justice de condamner, mais il appartient à chacun d'entre nous ici de dénoncer les responsabilités politiques qui ont mené à cette violence.

Celle-ci ne vient pas de nulle part. Aujourd'hui, l'extrême gauche a du sang sur les mains : elle a cautionné Notre-Dame-des-Landes et qualifié le Hamas de « mouvement de résistance », et des députés sur ses bancs ont applaudi l'un des leurs, fiché S, qui a osé proclamer dans cet hémicycle « Vive la Jeune Garde ! » *(Applaudissements sur les bancs du groupe DR et sur quelques bancs du groupe EPR. - M. Roger Chudeau applaudit également.)*

Cette violence, c'est celle que subissent des étudiants dans nos universités au quotidien ; c'est celle qu'a voulue Jean-Luc Mélenchon comme un outil politique, quand il a appelé à « tout conflictualiser », quand il a osé dire à des mouvements d'ultragauche ultraviolents : « Continuez, Jeune Garde ! » – lui qui ose déclarer aujourd'hui : « C'est nous qui sommes agressés. » Non, ce n'est pas l'extrême gauche qui est agressée ; c'est elle qui agresse. Ce n'est pas la police qui tue ; c'est l'extrême gauche. Ce n'est pas l'extrême gauche qui défend la morale de la République ; c'est elle qui la menace. *(Applaudissements sur les bancs du groupe DR et sur quelques bancs du groupe EPR.)*

Tout ceci doit cesser : doit cesser la soumission à cette idéologie dans nos universités, doit cesser le laxisme dont bénéficient ces groupuscules d'extrême gauche, doit cesser l'impunité dont bénéficie la France insoumise dans la République.

M. Alexis Corbière . Un peu de dignité !

M. Laurent Wauquiez . Quelles actions êtes-vous déterminé à entreprendre pour faire cesser l'ultraviolence de cette ultragauche dans la République française ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe DR. – M. Roger Chudeau applaudit également.)*

Mme la présidente . La parole est à M. le premier ministre.

M. Sébastien Lecornu, *premier ministre* . Comme l'a fait le garde des sceaux, ministre de la justice, à l'instant, et en s'associant à l'hommage que la présidente de l'Assemblée nationale a rendu au nom de la représentation nationale, le gouvernement de la République dit toute sa solidarité et toute sa compassion à la famille du jeune

Quentin et lui présente ses condoléances. C'est un drame absolument épouvantable, les images sont insoutenables. Ce qui s'est passé ne doit pas rester impuni.

La première chose à faire, le garde des sceaux vient de le dire, c'est de s'assurer que la vérité judiciaire passe sans aucune pression sur les enquêteurs ni sur l'autorité judiciaire. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR ainsi que sur quelques bancs du groupe LIOT.*) Le gouvernement dit toute sa confiance dans les institutions pour que la vérité des faits soit établie et que les responsabilités soient engagées.

La deuxième exigence porte précisément sur les responsabilités. Je vois bien qu'il y a une tentation de nier la responsabilité individuelle. Or dans notre société, chaque individu est responsable individuellement de ses actes. (*Mêmes mouvements*) et je ne veux pas qu'on fasse évoluer le centre de gravité de cette responsabilité, comme je commence à le voir dans la presse depuis quarante-huit heures, où on peut lire que ce serait la responsabilité du corps préfectoral et de la police de Lyon, qui aurait manqué à sa mission en n'assurant pas la sécurité aux abords de Sciences Po Lyon. Les responsables sont celles et ceux qui commettent des actes de violence. Il ne faut pas inverser le récit ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR ainsi que sur quelques bancs des groupes LIOT et UDR. – M. Émeric Salmon applaudit également.*)

La troisième exigence - vous la connaissez, vous qui avez été, qui plus est, ministre de l'enseignement supérieur -, c'est notre capacité à protéger les débats intellectuels au sein des universités. Les troubles répétés à l'ordre public - plusieurs dizaines - menacent ce qui fait l'identité de l'université française, qui est un lieu de liberté de rencontres et de débats intellectuels. Ces troubles mettent en danger cette liberté. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR, Dem et HOR.*)

J'ai demandé au ministre Philippe Baptiste de resserrer le lien avec les recteurs et les présidents d'université. Malheureusement, si nous devons interdire un certain nombre de conférences, ce qui doit demeurer l'exception, il faudra le faire, parce que c'est le seul moyen de défendre nos principes de liberté du dialogue et de la production intellectuelle, auxquels nous sommes tous attachés. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR ainsi que sur quelques bancs du groupe LIOT.*)

M. Pierre Cordier . Eh oui !

M. Sébastien Lecornu, *premier ministre* . La quatrième exigence, c'est évidemment le refus de la violence politique. Elle demande une grande clarté et nécessite de sortir de toutes les formes d'ambiguïté. C'est vrai du rapport à la violence mais aussi du rapport à l'antisémitisme. Nous assistons à un moment de vérité au cours duquel certaines formations politiques ne pourront s'abriter derrière des raisonnements trop compliqués. Soit on lutte et on refuse la violence, soit on ne lutte pas contre elle. Il n'y a pas de double standard, il n'y a pas deux poids, deux mesures. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, DR, Dem, HOR et LIOT.*) Cela vaut pour tout le monde. On ne peut pas manier la rhétorique de la confrontation en permanence et ne pas voir que ce qui se passe parfois dans cet hémicycle peut infuser dans l'ensemble de la société. (*Mêmes mouvements.*)

J'en appelle donc à la responsabilité individuelle et à la responsabilité de chaque formation politique dans le respect du vote des Français et des valeurs de la République. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, DR, Dem, HOR et LIOT.*)

Données clés

Auteur : [M. Laurent Wauquiez](#)

Circonscription : Haute-Loire (1^{re} circonscription) - Droite Républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1310

Rubrique : Sécurité des biens et des personnes

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 18 février 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 18 février 2026